



Le 25 novembre est la journée de lutte contre les violences masculines

Cette année encore, les violences sexistes et sexuelles ont augmenté pendant les confinements successifs puisque le foyer reste l'un des lieux les plus dangereux pour les femmes. Ainsi, des étudiantes se retrouvent confrontées à un choix cornélien entre rester dans des logements étudiants exigus et parfois insalubres ou s'exposer à des violences intrafamiliales.

Ces violences s'exercent au sein de notre domicile familial, dans nos résidences universitaires mais également au sein de l'université, de l'enseignement et la recherche. Les propos et attitudes sexistes, le harcèlement sexuel, les agressions, les viols sont perpétrés par nos enseignants, des personnels et nos camarades étudiants. Nous subissons des affronts lesbophobes (une tribune offerte à une personne notoirement anti PMA pour toutes à Bordeaux), transphobes (non-respect des pronoms d'usage), racistes & islamophobes, exacerbés par le contexte actuel, validistes.

Il faut que cela cesse ! Or, l'État, au lieu de prendre ses responsabilités et mener une politique ambitieuse, a décidé de soumettre le 3919 à une logique de marché, un des rares lieux d'écoute des victimes de violences. Les droits à l'IVG, à un accès à tous types de contraceptifs et de protections contre les IST (préservatifs internes et digues buccales notamment) sont également fragilisés par le sous-financement gouvernemental.

En période de confinement mais pas seulement, nous sommes parmi les premières à subir les effets du capitalisme : les étudiantes salariées sont bloquées dans des emplois précaires, pénibles et sous-payés. En plus de tout cela s'ajoute le travail personnel étudiant et le travail gratuit et bénévole, variant selon les situations sociales de chacune. Le constat est sans appel : nous sommes épuisées.

Nous exigeons des mesures concrètes maintenant et qui perdureront à la fin du reconfinement :

- Un accès aux soins médicaux et psychologiques gratuit pour toutes y compris gynécologiques dans le cadre d'un renforcement global des dispositifs d'écoute et de santé (surtout psychologiques pendant le confinement) notamment un accès à l'IVG, à la contraception et aux protections pour toutes dans les meilleures conditions possibles.
- Une mise en place de cellule d'écoute pour les victimes de violences sexistes et sexuelles ainsi que les LGBTIphobies & le racisme.
- Une charte antisexiste contraignante mis en place par les universités pour les associations étudiantes et respectée lors de tous les événements étudiants.
- La mise en protocole avec des informations claires par les universités, les CROUS et logements sociaux, pour permettre aux victimes de savoir à qui elles peuvent s'adresser et quelles démarches elles peuvent entreprendre.

Solidaires étudiant-e-s, Syndicats de Luttes

Porte-parolat : 06.86.80.24.45

<http://www.solidaires-etudiant-e-s.org/>

contact@solidaires-etudiant-e-s.org